

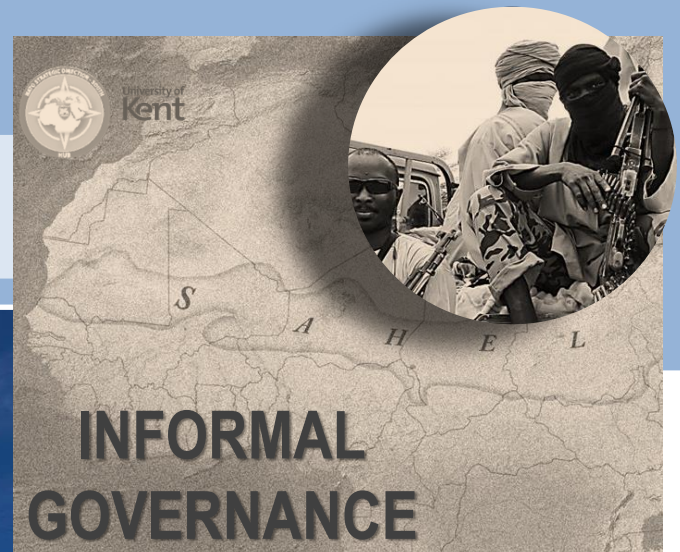


**NSDS HUB**  
NATO STRATEGIC DIRECTION SOUTH

University of  
**Kent**

Octobre 2019

## LA GOUVERNANCE INFORMELLE DES GROUPES ARMÉS NON ÉTATIQUES DANS LE SAHEL



NSD-S Hub, Via Madonna del Pantano, Lago Patria - Italy 80014

[www.TheSouthernHub.org](http://www.TheSouthernHub.org)

**Le NSDS HUB a été créé au sein du commandement de la force interarmées alliée à Naples afin d'améliorer la prise de conscience et la compréhension par l'OTAN des opportunités et des défis du Sud, tout en contribuant à la coordination générale des activités et des efforts de l'OTAN. Les produits NSDS HUB sont développés avec des informations provenant d'organisations gouvernementales, non gouvernementales, internationales, d'institutions universitaires, de médias et d'organisations militaires. Les produits et les articles du NSDS HUB provenant des sources libres ne représentent pas nécessairement les opinions, les points de vue ou les positions officielles d'une autre organisation.**

Ce document a été produit en collaboration avec Dr. Harmonie Toros, experte en analyse des conflits internationaux à l'Université de Kent, au Royaume-Uni.



Harmonie Toros est experte en analyse des conflits internationaux à l'Université du Kent. Ses recherches s'articulent autour de la résolution / transformation de conflits, de la paix et du terrorisme. Elle a publié des recherches fondamentales au sujet du terrorisme et la t, ransformation des conflits caractérisés par la violence terroriste. Elle a aussi mené des recherches approfondies sur le terrain en Europe, au Moyen-Orient, en Asie du Sud-Est et en Afrique. Ses recherches actuelles portent sur l'intégration de l'expérience de la guerre dans l'étude des conflits, en examinant certains des principaux défis méthodologiques et épistémologiques. En 2015, Harmonie a reçu le prix inaugural de recherche de l'Université (catégorie «chercheurs en début de carrière»). Elle est rédactrice en chef de la revue *Critical Studies on Terrorism* et membre de l'International Studies Association (ISA) et de la British International Studies Association (BISA). Après une licence en histoire contemporaine (Sussex) et une maîtrise en histoire (Paris IV-Sorbonne), elle a travaillé comme journaliste et rédactrice pour de grandes agences de presse internationales (Associated Press et Agence France-Presse) avant de retourner au monde universitaire en 2003 pour obtenir une maîtrise en résolution de conflits (Bradford). Elle a terminé son doctorat au département de politique internationale de l'université d'Aberystwyth en 2010.

## SOMMAIRE

- **Conclusions Essentielles:** les groupes armés non étatiques, y compris les organisations extrémistes violentes, les milices d'autodéfense et les gangs criminels, ont plus de gouvernance sur les populations dans les «espaces non gouvernés» du Sahel que prévu.
- **Les groupes armés non étatiques fournissent quatre formes de gouvernance clés:** la sécurité, la justice, l'administration politique et économique, l'assistance sociale et l'application des règles sociales, appliqués dans des vastes régions du Mali, mais aussi au Burkina Faso et au Niger. Grâce à cette gouvernance informelle, les groupes armés non étatiques recueillent l'appui et la légitimité des dirigeants locaux et des communautés en général.
- **Réponses actuelles:** les États et la communauté internationale ont ignoré cette gouvernance informelle et ont poursuivi: 1. une stratégie de lutte contre le terrorisme entravée par son incapacité à prendre en compte la nature enracinée des groupes armés non étatiques dans les communautés locales, et 2. une stratégie centrale de consolidation de l'État qui n'a pas réussi à remplacer ou même à affaiblir la légitimité des gouvernances informelles des groupes armés non étatiques.
- **La Pertinence pour l'OTAN:** Chaque engagement de la part des organisations internationales dans le Sahel doit aller au-delà d'une compréhension limitée de la lutte antiterroriste. Les acteurs locaux et internationaux sur le terrain ont averti que toute intervention supplémentaire devrait éviter la duplication ou le compromis des activités existantes.
- Chaque intervention internationale dans le Sahel doit avoir une vision globale des activités des groupes armés non étatiques - au-delà de la simple perception de "terroristes" ou "gangs criminels" - et doit être minutieusement coordonnée avec ses partenaires nationaux et internationaux.

# TABLE DES MATIÈRES

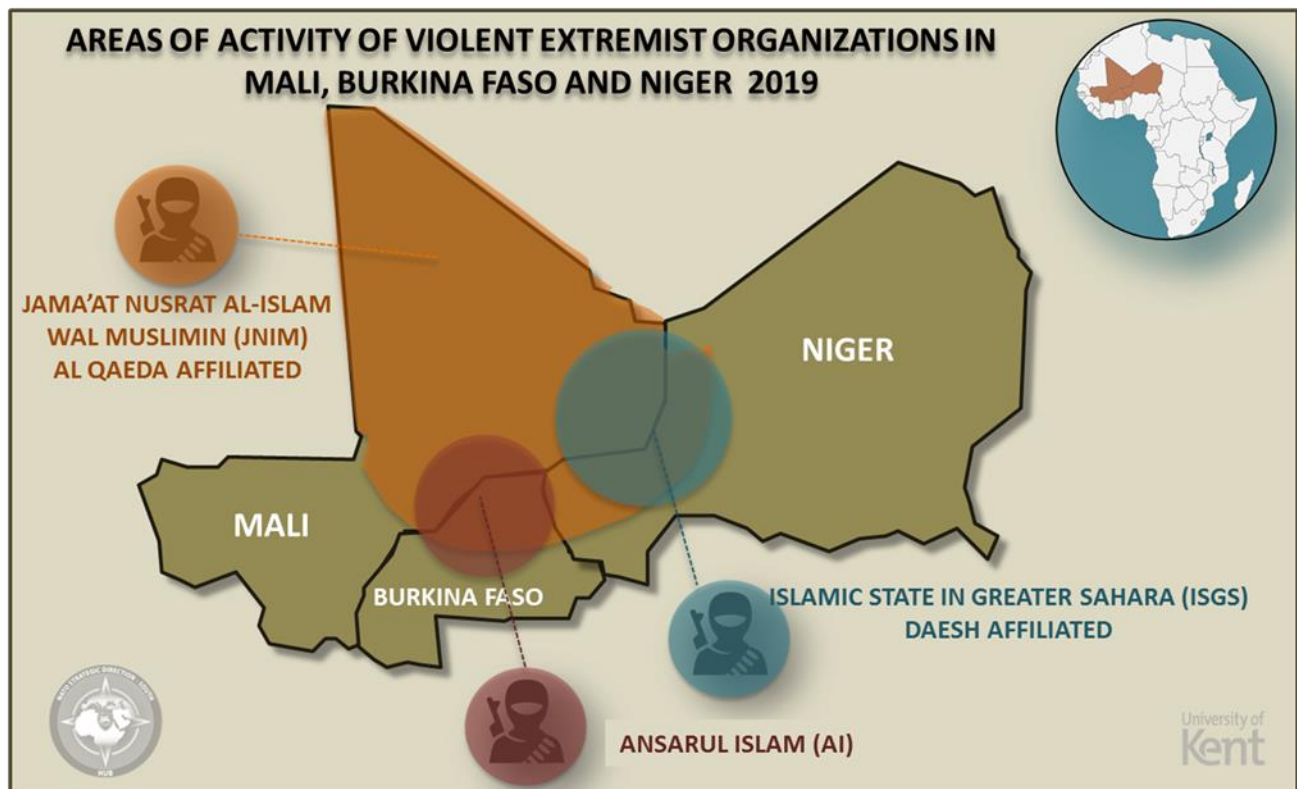
- 1. GOVERNANCE INFORMELLE: CONCEPTS ET PERTINENCE POLITIQUE**
  - a STRUCTURE, MÉTHODOLOGIE ET LES DONNÉES LIMITÉES
  - b ÉLÉMENTS CLÉS DE LA GOUVERNANCE INFORMELLE
    - i. SÉCURITÉ
    - ii. JUSTICE
    - iii. ADMINISTRATION POLITIQUE ET ECONOMIQUE
    - iv. LES RÈGLES AND L'ASSISTANCE SOCIALE
  - c LES GROUPES ARMÉS NON ÉTATIQUES : MOTIVATION ET COMPORTEMENT
- 2. LES GROUPES ARMÉS NON ÉTATIQUES DANS LE SAHEL**
  - a LE SAHEL
  - b TYPOLOGIE DES GROUPES ARMÉS NON ÉTATIQUES DANS LE SAHEL
  - c LA GOUVERNANCE INFORMELLE DES GROUPES ARMÉS NON ÉTATIQUES DANS LE SAHEL: SITUATION ACTUELLE
  - d ANALYSE DES TYPES DE GOUVERNANCE INFORMELLE
    - i. KOGLWEOGO AU BURKINA FASO
    - ii. TRAFFIQUANTS LAMHAR AU MALI
    - iii. MOUVEMENT IZALA AU NIGER
- 3. ÉTUDES DES CAS**
  - a MALI DU NORD: 2012-2013
    - i. 2012-2013: DES GROUPES ARMÉS NON ÉTATIQUES S'ATTAQUENT AU NORD DU MALI
    - ii. POST-2013: LE «RETOUR» DE L'ÉTAT ET LA GOUVERNANCE INFORMELLE DES GROUPES ARMÉS NON ÉTATIQUES PERSISTANTE
  - b MALI DU NORD: 2012-2013
- 4. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS**

**BIBLIOGRAPHIE**

## 1. GOVERNANCE INFORMELLE: CONCEPTS ET PERTINANCE POLITIQUE

La gouvernance informelle est devenue une réalité au monde contemporain; l'aptitude des États-nations gouvernés par des bureaucraties hiérarchiques, capables de maintenir le monopole de l'usage légitime de la violence et de fournir des services aux populations, est de plus en plus contestée. Le concept typique d'un « État consolidé » est trompeur dans des nombreuses régions du monde. Les visions de grandes espaces non gouvernées ou de zones qui souffrent d'une absence d'État ne représentent pas non plus la réalité sur le terrain. La gouvernance *de facto* existe dans ces zones souvent déclarées comme des régions non gouvernées et est exercée par des groupes armés non étatiques (insurgés, seigneurs de guerre, clans...). Les zones de guerre sont parfois disciplinées et les civiles souvent acceptent et adoptent le nouvel ordre qui marque les nombreux aspects de leur vie quotidienne. Beaucoup d'exemples autour du monde illustrent une grande variété de gouvernance, allant des administrations civiles sophistiquées à la simple modification des administrations locales.

L'objectif de cette recherche est d'enquêter sur la gouvernance informelle des groupes armés non étatiques et d'établir les réponses politiques appropriées à ces formes de gouvernance. Le document se concentrera en particulier sur la région du Sahel et examinera les cas de gouvernance des groupes armés non étatiques entre les années 2012 et 2019.



MAP 1

Conformément aux objectifs clés du HUB de l'OTAN, cette recherche renforce la compréhension de la dynamique régionale et révèle surtout les possibles opportunités d'engagement. La compréhension de la gouvernance informelle est approfondie pour bien saisir les dynamiques de conflit et d'après conflit. Ces informations sont d'une importance vitale pour les acteurs nationaux et internationaux (qu'ils soient non-gouvernementaux, internationaux ou intergouvernementaux) et essentielles pour comprendre les chances de survie de ces groupes armés (y compris sur le plan financier). Une telle recherche examine les phénomènes de recrutement, de la collaboration civile et des déplacements qui ont un effet fondamental sur l'évolution, la durée et les coûts de la guerre. Elle sert aussi à comprendre quel type de gouvernance est accepté comme légitime de la part des populations et met en évidence le potentiel de transition des groupes non étatiques violents vers des organisations politiques non violentes. Une gouvernance informelle façonne le dynamique post-conflit, dans la mesure où elle peut transformer les rôles des sexes, l'activisme, l'organisation politique et même l'emploi.

Les réponses des États et de la communauté internationale peuvent influencer sur la décision des groupes armés non étatiques d'établir une gouvernance, et peuvent donc influencer sur les conditions de conflit et de post-conflit au sein de cette structure de gouvernance informelle. Comprendre la relation entre les groupes armés non étatiques et les populations civiles aide la communauté internationale à limiter le nombre de victimes civiles, à empêcher les déplacements et à promouvoir le développement dans les zones touchées par la guerre. La légitimité et le succès des interventions de reconstruction, de réconciliation et de réintégration dépendent sur cette sensibilisation.

### **a. STRUCTURE, MÉTHODOLOGIE ET DONNÉES LIMITÉES**

Toute recherche sur les groupes armés non étatiques souffre de la rareté des données. Si les États collectent de données sur la gouvernance des groupes armés non étatiques, c'est improbable que ces données soient open source. Les ONG internationales, y compris celles qui se collaborent avec les groupes armés non étatiques (pour distribuer de l'aide par exemple), préfèrent éviter la collection de données sur leur gouvernance informelle, par peur de les légitimer. Parfois, les groupes armés non étatiques diffusent eux-mêmes des documents exagérés pour raisons de propagande et pour masquer les aspects problématiques de leur gouvernance.

Cet article abordera cette question centrale en quatre sections. La première section définira ce que l'on entend par les groupes armés non étatiques et par gouvernance informelle avec une analyse des raisons principales pour lesquelles les groupes armés non étatiques se sont engagées dans la gouvernance informelle.

La deuxième section présentera une analyse globale de la gouvernance des groupes armés non étatiques au Sahel du 2012 jusqu'au 2019. En tenant compte des données limitées susmentionnées, cette section a une approche méthodologique pour identifier et analyser les principales formes de



gouvernance informelle dans la région du Sahel. Date choisie en fonction du début de la quatrième rébellion des Touareg qui avait conduit à ce que de vastes régions du nord du Mali soient contrôlées par des groupes armés non étatiques jusqu'à l'intervention militaire française en 2013. Avec des références à des cas spécifiques de gouvernance informelle menées par des milices d'autodéfense, des groupes criminels et des organisations confessionnelles au Burkina Faso, Le Mali et le Niger.

Cette analyse est basée sur trois études différentes: l'analyse des documents primaires et secondaires open source, les discussions informelles avec des experts de la région du Sahel et les entretiens avec des partenaires internationaux, régionaux et locaux.

La troisième section adopte une autre approche méthodologique ; l'analyse approfondie de deux études de cas de gouvernance des groupes armés non étatiques, au Mali, pour mieux comprendre la micro-dynamique de la gouvernance informelle de ces groupes et l'impact des réactions étatiques et potentiellement internationales.

La quatrième et dernière section proposera des recommandations politiques en ce qui concerne l'engagement avec la gouvernance informelle des groupes armés non étatiques. Ces recommandations s'appuient sur des données recueillies lors d'entretiens, mais également sur les informations fournies par des organisations régionales - en particulier le Centre Africain pour l'étude et la recherche sur le terrorisme (ACSRT) de l'Union Africaine, la Mission des Nations Unies au Mali (MINUSMA), l'Union Africaine, la mission au Mali (MISAHEL) et le Centre international de formation au maintien de la paix de Kofi Annan (KAIPTC) - lors d'un atelier tenu à Accra (Ghana) en juin 2019.

## **b. ÉLÉMENTS CLÉS DE LA GOUVERNANCE INFORMELLE**

Analyser la gouvernance des groupes armés non étatiques signifie comprendre ces groupes. Dans le présent document, les groupes armés non étatiques sont définis comme des organisations armées et violentes motivées par des objectifs politiques ou économiques contre l'État, contre autres groupes armés ou contres des civils. Elles incluent des groupes terroristes au niveau international ou local, des groupes paramilitaires et des gangs criminels organisés. Ces groupes armés peuvent inclure des groupes à motivations politiques (généralement identifiés comme rebelles, groupes ethniques ou organisations extrémistes violentes), des milices d'autodéfense ou des organisations à motivation criminelle ou financière. Ce sont des acteurs complexes de nombreuses factions différentes ayant des approches d'engagement et des niveaux de violence variés. Les groupes armés non étatiques participent à une myriade d'activités, et pas seulement la violence pour s'imposer. Dans le cadre de cette recherche, Les groupes armés non étatiques ont adopté des pratiques de gouvernance informelles. La gouvernance est définie ici comme un ensemble de pratiques et de normes qui régissent la vie quotidienne sur un territoire spécifique. La gouvernance informelle a souvent lieu dans des zones où les groupes armés exercent un contrôle territorial

(partiel ou total) et établissent des règles et d'institutions pour réglementer les populations civiles. Cette gouvernance implique donc le contrôle du territoire, de la population, des activités et de la fourniture des biens et des services.

Il est important de distinguer la gouvernance informelle de la formation d'un État - deux concepts liés mais non équivalents. Mampilly souligne que les groupes armés non étatiques ne visent pas toujours à remplacer l'État mais plutôt à la formation d'un ordre politique en dehors de (et contre) l'État. Les groupes armés non étatiques n'assument pas des fonctions « d'État » mais plutôt des aspects gouvernementaux.

Mampilly divise la gouvernance en deux éléments identifiables: les services stratégiques (y compris une force policière et un system judiciaire)/services techniques (services de santé et d'éducation) et le développement d'organes législatifs qui cherchent à représenter la population sur le terrain.

En s'appuyant sur « Campana et Ducol », on pourrait diviser la gouvernance des groupes armés non étatiques en trois éléments: La force physique qui garantit l'autorité politique, la répartition des ressources économiques et la production et la préservation des symboles culturelles qui confèrent une identité à un groupe spécifique.

Ce document s'appuiera sur ces travaux fondateurs ainsi que sur l'étude des cas au Sahel afin de diviser la gouvernance des groupes armés non étatiques en quatre secteurs clés: la sécurité, la justice, l'administration politique et économique et l'assistance/règles sociales.





## I. Sécurité

La sécurité est interne et externe; les groupes armés non étatiques sont considérés comme ayant une sécurité intérieure totale s'ils assument toutes les fonctions de police sur le territoire, et partielle s'ils partagent ces fonctions avec la police d'État, la police locale ou des forces policières informelles gérées par d'autres groupes armés non étatiques. La sécurité interne est considérée partielle aussi dans le cas où les groupes ne sont capables d'assumer l'ordre que dans certains domaines. Les groupes armés non étatiques sont considérés comme ayant une sécurité externe totale s'ils contrôlent tous les accès du territoire (c'est-à-dire toutes les voies d'accès), ils sont considérés comme ayant un contrôle partiel sur le territoire s'ils partagent ce contrôle avec des acteurs étatiques, avec des dirigeants locaux ou d'autres groupes armés non étatiques et si certaines voies d'accès restent hors de leur portée.

## II. Justice

La justice est composée des systèmes judiciaires et punitifs, et peut être formelle ou informelle. Formel, lorsque les groupes armés non étatiques mettent en place des systèmes judiciaires/pénaux et créent des tribunaux dirigés par une autorité «juges» qui suivent des règles et des codes pour juger les violations sur le territoire «actes criminels» et résoudre les différences entre les parties «différences civils». Informel, si les membres des groupes armés non étatiques jugent les criminels sans codes et exécutent leurs jugements. Les prisons peuvent être des centres de détention contrôlés par le groupe.

## III. Administration Politique and Economique

L'administration politique et économique comprend la taxation et l'enregistrement des taxes payées (Les groupes armés non étatiques peuvent également utiliser leur contrôle du territoire pour éliminer les impôts de l'État) et la mise en place d'administrateurs locaux, régionaux ou centraux pour la gestion des aspects administratifs de la région, notamment la distribution des fonds. Ceci inclut la distribution d'aide humanitaire, y compris la nourriture, l'eau, l'argent ainsi que des projets de développement et la permission aux organisations humanitaires internationales d'opérer sur leur territoire.

## IV. Assistance et règles sociales

Les groupes armés non étatiques fournissent souvent des services sociaux tout en essayant d'imposer leurs propres règles sociales sur le territoire qu'ils contrôlent. Les services incluent celles de santé, l'ouverture des écoles ou d'autres formes d'éducation / formation (formation armée non comprise), ainsi que la réglementation des questions culturelles, sociales et familiales (par exemple, qui peut épouser qui, dans quelles circonstances, quel type de comportement est autorisé en fonction du sexe et quel type de relations sociales est autorisé entre les sexes, etc...). Tous ces

aspects n'ont pas la même importance chez les groupes armés non étatiques puisque la sécurité reste souvent leur priorité principale. Ce document reconnaît que tous les aspects de la gouvernance informelle fournissent des informations sur sa complexité et son impact sur les dynamiques de conflit et d'après conflit.

### C. LES GROUPES ARMÉS NON ÉTATIQUES : MOTIVATION ET COMPORTEMENT

Après avoir défini les éléments clés, il est important savoir que, dans certains cas, les groupes armés non étatiques évoluent et changent d'objectifs et de comportements et qu'elles se sont engagés dans la gouvernance informelle dans le Sahel. La question est : Pourquoi ?

Les groupes armés non étatiques ont plusieurs raisons de s'engager dans la gouvernance; En premier lieu, les avantages économiques de la taxation de la population sont bien supérieurs à un simple pillage. En plus, ces groupes, en particulier celles avec des objectifs séparatistes, se considèrent comme des «gouvernements en attente». Ceci est particulièrement vrai pour les groupes qui veulent se démontrer capables de gouverner le territoire mieux que l'État. Une gouvernance oblige les groupes armés non étatiques à renforcer leurs capacités organisationnelles, consolidant ainsi le groupe. La gouvernance informelle peut devenir un objectif fondamental des groupes armés non étatiques. La compréhension des objectifs et des méthodes du groupe est essentielle pour identifier les meilleures interventions à ce phénomène. La gouvernance informelle est imposée à travers différents degrés de violence mais la violence en soi n'est pas toujours la stratégie utilisée par ces groupes terroristes transnationaux puisque que certains d'entre eux préfèrent négocier avec les dirigeants locaux et la population. Dans cette recherche, le degré de violence des groupes armés non étatiques sera divisé en trois catégories: «Coercitif» pour indiquer une gouvernance imposée par le recours à la violence. «Basé sur la surveillance» où les groupes armés non étatiques gouvernent à travers l'extraction des ressources, les menaces de violence et où ils veillent à ce que la population locale adhère aux règles. «Participatif», impliquant la participation des dirigeants locaux et de la population dans la gouvernance, la violence dans ce cas sert principalement à assurer la sécurité et la justice. Le choix de recourir à la violence est lié à deux facteurs: la force des structures de gouvernance existantes avant la prise de contrôle des groupes armés non étatiques et si s'elles ci ait des objectifs à long ou à court terme dans la région. L'efficacité et la légitimité de la gouvernance précédente rendent les dirigeants locaux et la population civile plus résistants au contrôle des rebelles. Les objectifs des groupes armés non étatiques sur le territoire affectent également le niveau de violence, un projet de long terme incite les groupes à adopter des méthodes de gouvernance moins coercitives et plus participatives.

## **2. LES GROUPES ARMÉS NON ÉTATIQUES DANS LE SAHEL**

### **a. LE SAHEL**

Le terme Sahel englobe une vaste région, de l'Atlantique à la Mer Rouge, incluant des zones plus définies. Cette recherche se concentre sur une zone plus restreinte de la région, incluant uniquement le Mali, le Burkina Faso et le Niger. Ces trois pays ont des caractéristiques communes en termes de présence et de pratiques des groupes armés non étatiques dans la région. En effet, de nombreux groupes armés non étatiques fonctionnent dans deux ou plusieurs de ces états et sont particulièrement actifs dans les zones frontalières qui les séparent (cela explique le ciblage de l'initiative de sécurité régionale - la Force interarmées Sahel-G5 - dans les zones frontalières). Le document aborde aussi les pays de la région élargie, de l'Algérie au nord à la Mauritanie à l'ouest, au Nigéria au sud et au Tchad à l'est.

Le Sahel a vu un accroissement considérable d'insécurité au cours de la dernière décennie. Le Secrétaire Général des Nations Unies, Antonio Guterres, s'est déclaré profondément préoccupé par la détérioration de la sécurité au Mali et dans la région du Sahel. En effet, Le Sahel affronte de graves problèmes transnationaux notamment le changement climatique et la sécheresse, la migration irrégulière, le trafic d'armes et de drogue et le terrorisme. La présence de ces groupes armés non étatiques n'est donc qu'une des nombreuses sources d'insécurité dans la région. Guterres a averti que les initiatives de sécurité dans le Sahel n'auront aucun effet durable que si la pauvreté, la mauvaise gouvernance, le manque d'accès aux services et aux opportunités économiques, et les effets du changement climatique sont abordés simultanément. La présence et les pratiques des groupes armés non étatiques doivent être perçues comme faisant partie de ce vaste paysage politique et économique.

### **b. TYPOLOGIE DES GROUPES ARMÉS NON ÉTATIQUES DANS LE SAHEL**

Comme dans la plupart des régions du monde, les groupes armés non étatiques cohabitent avec les États et au Sahel, surtout à la suite de l'effondrement du système colonial. La présence de l'État au Sahel, en particulier dans les zones rurales et les régions loin de la capitale, fut toujours rare. Les chefs Touaregs ont été très méfiants face aux tentatives de gouvernance d'autres groupes ethniques basés dans le Sud. Néanmoins la plupart des experts en matière mettent en garde contre la considération de ces zones comme des «espaces non gouvernés» ou des «refuges terroristes». Ces zones sont plutôt des espaces de gouvernance contestée ou de gouvernance partagée entre les représentants de l'État, les chefs tribaux locaux, les milices d'autodéfense, les gangs criminels et les groupes armés non étatiques. Pour mieux comprendre la situation actuelle, il est important indiquer deux groupes: les groupes rebelles Touaregs et les organisations extrémistes violentes ayant des liens avec Al-Qaïda et DAESH (ISIS). Les rébellions Touareg ont commencé à la suite

## Part I - Tunisia Stability drivers' baseline and System Description

de l'indépendance de la France en 1960, jusqu'à la création de l'État indépendant de l'Azawad en 2012. L'épuisement et l'échec des négociations et solutions aux rébellions cycliques des Touaregs ont conduit à la insurrection des organisations extrémistes violentes ayant des liens avec Al-Qaïda ou DAESH dans la région. Un afflux de militants algériens qui ont rejeté l'accord de paix avec le gouvernement algérien a conduit à la création d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), qui a réussi à s'implanter fermement au Mali et plus largement au Sahel. En relativement peu de temps, le paysage des groupes armés non étatiques s'est caractérisé par une série d'alliances et de querelles entre les groupes tribaux / ethniques et les organisations extrémistes violentes. En effet, le changement des

noms et des alliances sont considérés par certains analystes comme «un élément déterminant dans un contexte de guerre extrêmement asymétrique», car ils laissent «l'observateur incapable de savoir qui combat/contourne qui». Il est aussi important souligner la formation de trois groupes. En 2017, « le groupe pour le soutien de l'islam et des musulmans » « JNIM », qui a réuni la branche Saharienne d'AQMI, Ansar Dine, Le Front de Libération de Macina et Al Murabitoun. Environ la moitié des incidents violents enregistrés au Sahel en 2018 étaient liés à JNIM. Ansar al Islam au Burkina Faso à la fin de l'an 2016 qui est attribué à 26% des incidents de violence signalés, et l'État Islamique dans le Grand Sahara (ISGS), principalement basé au Niger, lié à 15% des incidents de violence. Les trois dernières années ont été marquées par une forte croissance de la violence liée aux organisations extrémistes violentes. Les incidents violents ont doublé chaque année depuis 2016 pour atteindre 465 en 2018. Cela a dépassé toutes les activités des organisations extrémistes violentes enregistrées de 2009 à 2015. La sécurité au Sahel continue de se détériorer avec des répercussions sur les pays voisins, notamment le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Togo. Des gangs criminels, des milices locales et des groupes d'autodéfense (qui ont travaillé aux côtés de ou contre l'état) s'ajoutent aux groupes armés non étatiques. Deux groupes, Plateforme et Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA), ont rompu avec la rébellion de 2012-2013 et ont signé un accord de paix avec l'État en 2015 à Alger.

Le Sahel abrite diverses forces armées, nationales et étrangères qui luttent contre les organisations extrémistes violentes et les gangs criminels. Notamment, les forces armées nationales (environ 60

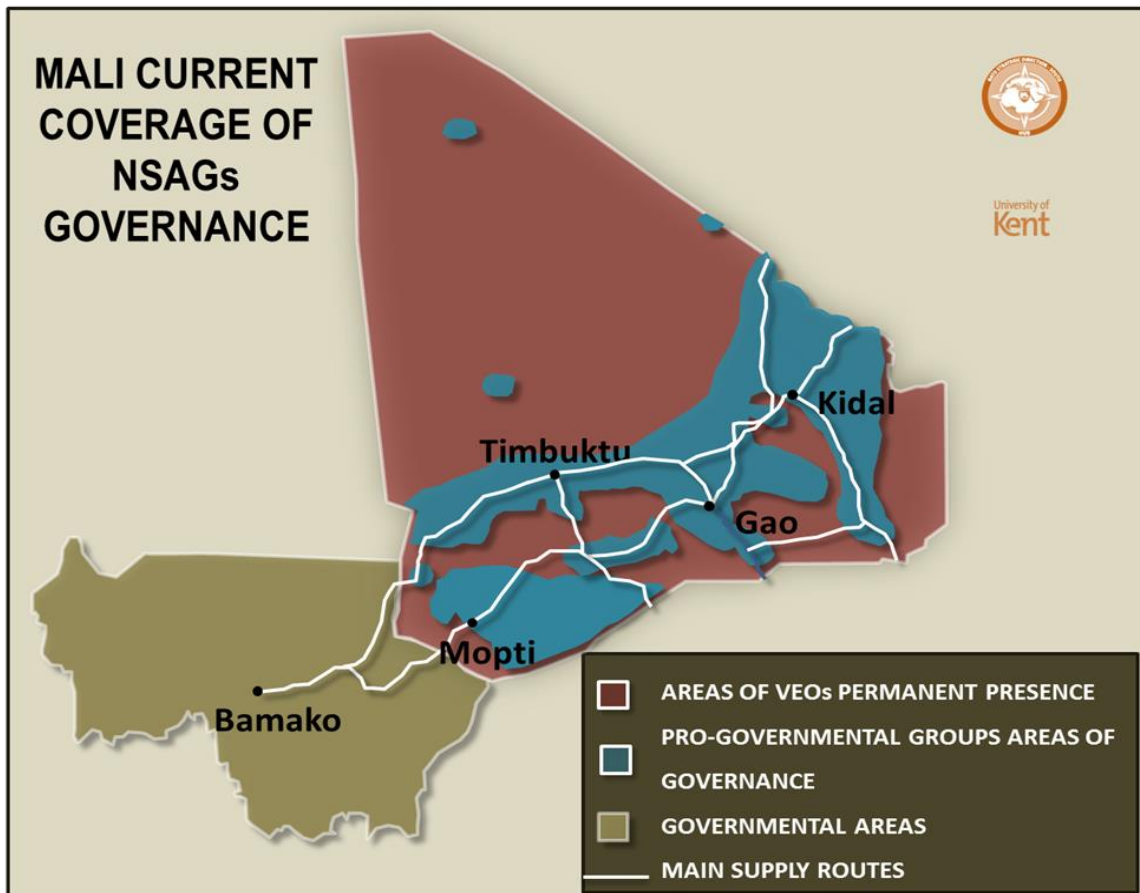


MAP 2

000 personnes au total), la Mission des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), créée en 2013 qui compte près de 15 000 membres en uniforme (militaires et policiers) et 4500 soldats français dans le cadre de l'opération Barkhane depuis 2013. Des acteurs régionaux (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad) se sont unis dans le cadre d'une coopération intergouvernementale du G5 Sahel depuis 2014 et ont mis en place une partie militaire (d'environ 5,000 soldats) - Force Commune du G5 Sahel - qui patrouille dans des zones situées à moins de 50 km des frontières de chacun de ces pays.

## **LA GOUVERNANCE INFORMELLE DES GROUPES ARMÉS NON ÉTATIQUES DANS LE SAHEL: SITUATION ACTUELLE**

La gouvernance informelle des groupes armés non étatiques couvre de vastes zones du Sahel, en particulier au Mali, depuis 2012. L'État Malien aujourd'hui contrôle moins de 25% du territoire national. Les divers groupes armés non étatiques contrôlent ou, dans certains cas, maintiennent une présence sur environ 75% du territoire. La gouvernance des groupes armés non étatiques couvre également une partie du territoire du Burkina Faso et du Niger, en particulier dans les régions frontalières, grâce à la présence des organisations extrémistes violentes, des organisations d'autodéfense et d'autres groupes armés non étatiques. Les principales voies d'approvisionnement utilisées par la population, mais aussi par les trafiquants sont essentielles à la présence des groupes armés non étatiques sur le territoire. Ces voies représentent une source économique considérable et explique la stratégie claire de la part des groupes armés non étatiques, alliés ou non du gouvernement, pour le contrôle total de ces voies. Il s'agit de sécuriser les routes du trafic divisé entre les groupes armés non étatiques. Que le contrôle des voies de trafic soit un facteur de motivation ou non, cette recherche suggère que les groupes armés non étatiques se sont engagés dans des pratiques de gouvernance dans ces zones allant au-delà de la simple extorsion de ressources auprès de trafiquants illégaux, de marchands et de la population en général. Se basant sur les données recueillies auprès de sources primaires et secondaires ainsi que sur les discussions avec les responsables locaux et internationaux, la carte 3 présente un tableau actualisé du contrôle exercé par les groupes armés non étatiques sur le territoire.



### c. L'ANALYSE DES TYPES DE GOUVERNANCE INFORMELLE

Autre d'examiner l'étendue de la gouvernance des groupes armés non étatiques dans la région, il est important indiquer la grande variété de groupes armés non étatiques et les formes de gouvernance informelle. Les groupes armés non étatiques au Sahel incluent des groupes à motivation politique, des organisations extrémistes violentes, des gangs criminels, des groupes ethniques et des milices d'autodéfense. Néanmoins, ces catégories se chevauchent souvent, les organisations extrémistes violentes pouvant s'allier à des groupes ethniques armés ou à des milices d'autodéfense, soutenir ou, au contraire, attaquer des gangs de trafiquants. Cela ne signifie pas que tous les groupes de la région peuvent être simplifiés au concept équivoque de narco-djihadistes. Il existe en effet des relations complexes déterminées en grande partie par les réalités locales. Cela signifie que les milices d'autodéfense sont allées au-delà de la simple surveillance des quartiers, les bandes de trafiquants ont dépassé l'utilisation du territoire comme base ou voie de transit pour la drogue ou d'autres biens, et les organisations extrémistes violentes ont dépassé le stade de la terreur des populations et de l'extorsion. Considérant les nombreux exemples de gouvernance des groupes armés non étatiques dans la région, il est impossible mentionner tous les cas observés depuis 2012.



## I. Koglweogo de Burkina Faso

Émergeant durant les années 2000 sous la forme de groupes localisés mis en place pour protéger les biens de leur communauté dans des zones où l'État Burkinabé était incapable de maintenir une présence permanente, les Koglweogo («Gardiens du forêt») comptent environ 4 500 membres. Il est essentiel pour cette étude que les groupes de certaines régions aient assumé des fonctions de gouvernance au-delà des patrouilles de quartier. En effet, après avoir capturé des criminels et les avoir livrer aux autorités pour qu'ils soient jugés et condamnés, certains groupes des Koglweogo sont passés à des interrogatoires, à la condamnation et à l'incarcération des suspects. Cela signalait le début d'une gouvernance judiciaire/pénale, renforcé par des amendes et des peines; «un contrôle des procédures pénales» selon Dupuy et Quidelleur. Il est important savoir que les Koglweogo ne sont pas unifiés au niveau national, bien qu'il existe des relations entre les groupes locaux. Ils entretiennent des relations complexes avec l'État ; ayant initialement l'approbation de l'État, mais ensuite interdits de porter des armes sans autorisation, de diriger des prisons privées ou d'imposer des amendes. L'État subit une pression croissante à cause des pratiques des Koglweogo qui violaient les droits humains. Néanmoins, ces groupes bénéficient souvent du soutien populaire après s'être positionnés comme des «alternatives» à l'État en affirmant que «les Koglweogo sont toute la population mais la police est un ministère».

Les Koglweogo présentent donc un exemple bien intéressant d'une gouvernance informelle au Sahel. Ils s'engagent dans une gouvernance de sécurité partielle (contrôlant partiellement les fonctions de police), dans les systèmes pénaux (jugement, condamnation et emprisonnement) et dans un certain niveau de gouvernance administrative (La perception des taxes et amendes). Ils ne remplacent pas l'État et ne semblent pas avoir de telles aspirations, mais font néanmoins partie des structures complexes de gouvernance informelle dans des vastes régions du Burkina Faso.

## II. Les Trafiquants Lahmar au Mali

Une communauté Arabe de la vallée de Tilemsi, au nord du Mali, les Lamhar sont connus pour leur rôle dans le trafic des êtres humains dans la région. En effet, le quartier de «Cocainebougou» ou «Cocaineville» de Gao est plein de manoirs de luxe, résultat des fortunes amassées de la traite des drogues latino-américaines en Europe via le Sahel. Les trafiquants de Lamhar se sont unis aux organisations extrémistes violentes dans la région de Gao en 2012-2013 pour soutenir leur gouvernance informelle. Selon l'International Crisis Group, «les principaux trafiquants et bandits ont acquis une influence locale et même nationale» en investissant dans les communautés. Dans certains cas, ils se sont engagés dans la redistribution des revenus et la distribution d'aide humanitaire comme la nourriture, directement ou par l'intermédiaire des organisations extrémistes violentes qui contrôlaient le territoire. La collaboration a également permis aux organisations extrémistes violentes - principalement le MUJAO - de recruter les jeunes hommes de la région, renforçant ainsi le groupe armé. Ceci n'est pas un exemple où les groupes armés non étatiques

visent à assumer tous les fonctions de gouvernance, mais plutôt des exemples de gouvernance qui se chevauchent et se disputent.

### III. Mouvement Izala au Niger

Dans les deux exemples ci-dessus, ce qui a commencé comme des groupes armés - par légitime défense ou à des fins criminelles - s'est puis tourné vers les pratiques de gouvernance. Le mouvement Izala au Niger offre un contre-exemple intéressant d'un mouvement confessionnel qui visait à transformer la société en assumant le rôle de «fournisseurs de sécurité». Dans ce pays à majorité musulmane, le mouvement salafiste Izala, lié à celui de la Nigéria, a été créé en 1993 dans le but de diffuser les discours et les pratiques islamiques. Le groupe a commencé à fournir des services publics sociaux (éducation, santé) et de l'aide humanitaire (aide alimentaire etc..) et s'est impliqué dans les institutions de justice, de microfinance, des marchés, des organisations non gouvernementales et même des services de sécurité, tels que la police (appelée Yan Agaji). Ils sont de plus en plus considérés comme des fournisseurs légitimes de sécurité, en particulier aux yeux des pauvres, mais aussi aux yeux de certains fonctionnaires de la classe moyenne. On peut donc considérer qu'Izala est en train de assumer une gouvernance informelle en termes de sécurité, de justice et de système pénal, d'administration politico-



économique et d'assistance sociale - c'est-à-dire toutes les formes de gouvernance. Cela a conduit certains Nigériens à considérer le mouvement Izala comme l'une des plus graves menaces à la sécurité au Niger, alors que d'autres le considèrent comme une voie possible vers une nouvelle forme de société et de politique nigérienne. Qu'il s'agisse d'une menace ou d'une opportunité de réforme, Izala est un acteur important participant aux diverses formes de gouvernance informelle au Niger aujourd'hui.

### **3. ÉTUDES DES CAS**

Afin de mieux comprendre les processus et les implications de la gouvernance informelle des groupes armés non étatiques et de concevoir des interventions appropriées, il est essentiel comprendre les micro-processus de cette gouvernance et savoir des interventions précédentes. Cette étude porte sur deux cas: la gouvernance informelle des larges groupes du nord du Mali entre 2012 et 2013 (d'abord les groupes armés non étatiques séparatistes et puis les organisations extrémistes violentes) et la gouvernance informelle des groupes armés dans le centre du Mali depuis 2015 (organisations extrémistes violentes - groupes armés non étatiques ethniques / tribaux). Les deux études de cas, bien que de nature différente, ont été précédemment entreprises en utilisant les concepts trop simplistes de «refuges» et «espaces non gouvernés», Elles devraient par contre être plus approfondites pour illustrer la manière dont la gouvernance des groupes armés non étatiques va bien au-delà de ces descripteurs.

Les études ont été sélectionnées selon la disponibilité des données. Le cas du nord du Mali 2012-2013 présente de nombreuses données grâce aux documents primaires (les rapports des organisations non gouvernementales/organisations internationales) et aux documents secondaires sous forme de recherches universitaires. Le cas de gouvernance informelle dans la région de Mopti est bien récent et encore en cours et, en tant que tel, présente des données clés provenant d'acteurs locaux et accessibles. L'analyse des deux cas est aussi basée sur des entretiens semi-structurés et ouverts avec une variété d'acteurs locaux et internationaux au Mali. Pour mener les entretiens, l'universitaire a demandé l'approbation éthique de l'École de politique et de relations internationales de l'Université de Kent (Royaume-Uni) afin d'assurer la non-malfaisance (ne pas causer de préjudice), la bienfaisance, l'autonomie (permettre aux gens de choisir et de les traiter avec respect) et justice (examiner qui peut être favorisé ou défavorisé par la recherche). Les entretiens ont été menés sur la base de l'anonymat et les interlocuteurs sont identifiés en termes génériques.

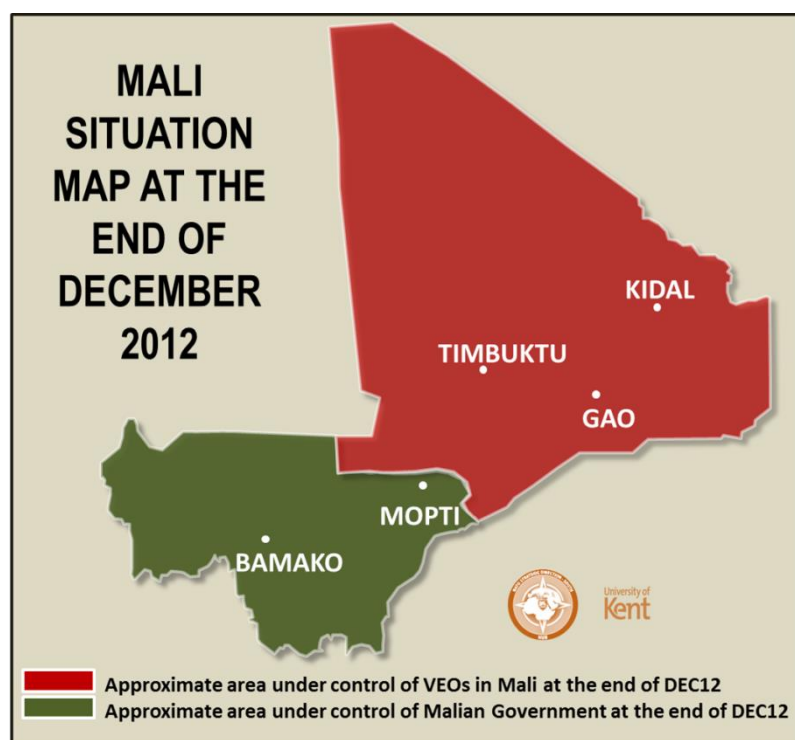
L'analyse des cas est également soutenue par les documents internes des organisations extrémistes violentes trouvés après leur retraite. Le second cas fut sélectionné car les analystes et les responsables ont identifié la complexité et la nature de la gouvernance du centre du Mali comme étant le modèle opérationnel actuel des groupes armés non étatiques dans la région.

#### **a. MALI DU NORD: 2012-2013**

##### **I. DES GROUPES ARMÉS NON ÉTATIQUES CONQUISTENT LE NORD DU MALI**

La conquête du nord du Mali par les groupes armés non étatiques en 2012 a eu lieu dans le cadre de la quatrième rébellion Touareg. Des groupes séparatistes armés d'arsenaux de l'armée libyenne ont rapidement envahi l'armée et ses milices progouvernementales et ont déclaré Gao comme la capitale de l'Azawad libre le 6 Avril 2012. Alliés aux organisations extrémistes violentes - en

particulier AQMI, Ansar Dine et MUJAO - les groupes séparatistes ont été rapidement dépassés par ces organisations extrémistes violentes, qui avaient construit une puissance de feu grâce aux rançons recueillies après l'enlèvement des otages occidentaux. En juillet 2012, le général Carter Ham, responsable du commandement Américain pour l'Afrique, a décrit AQMI comme «la filiale la plus riche d'Al-Qaïda». A cela s'ajoute que les organisations extrémistes violentes avaient bien cimenté leurs relations dans le nord du Mali en se mariant localement.



MAP 4

Les trois organisations extrémistes violentes ont gouverné Tombouctou, Kidal et Gao pendant 10 mois avant d'être évincés par l'opération française SERVAL. Cette période représente donc un cas crucial vu la durée et l'étendue du contrôle territorial exercé par les groupes armés non étatiques. Les groupes armés non étatiques ont pris en charge l'administration, le système judiciaire, la police, c'est-à-dire toutes les instituts de l'état - ce qu'on appelle le pouvoir régalien. Il s'agit donc d'un cas remarquablement complet de gouvernance.

La gouvernance de la sécurité de la part des organisations extrémistes violentes au cours de cette période est la forme de gouvernance la plus manifeste des groupes armés non étatiques. Les groupes contrôlaient l'accès au territoire du pays et les points frontaliers du nord du côté Malien. Ils assuraient un certain niveau de sécurité à la population du Nord ; ceci impliquait des postes de contrôle et des patrouilles dans les villes et au-delà des villes et représentait un changement marqué pour de nombreux Maliens du Nord, qui avaient souffert de l'absence de l'État.

Le degré de violence utilisé par ces groupes armés non étatiques pour s'imposer en tant que «fournisseurs de sécurité» diffère. Certaines organisations ont signalé des brutalités ainsi que le recrutement des enfants pour assumer des fonctions de maintien de l'ordre (surveillance des postes de contrôle, patrouilles à pied ou en véhicule, garde des prisonniers). Par contre, certains responsables locaux et internationaux ont déclaré que le régime actuel ne se caractérisait pas par une violence exceptionnelle et que les groupes ont expliqué à la population les causes de leur présence et quelle était leur vision pour la région.

Pour « Boas », « AQMI » ne devrait pas être considéré comme une simple force externe envahissante, mais comme un groupe qui, avec le temps, a réussi à s'intégrer dans les communautés locales en atténuant les griefs locaux et en émergeant comme un offreur de sécurité locale. Les organisations extrémistes violentes avaient fait appel à des acteurs locaux, surtout des acteurs qui avaient assuré la sécurité de la population avant 2012. C'est un modèle de dépendance vis-à-vis les acteurs locaux que les groupes armés non étatiques utilisent souvent, ce modèle inclut les secteurs de justice et de gouvernance politique et économique. Dans notre distinction entre sécurité partielle et sécurité totale, le contrôle de la sécurité des organisations extrémistes violentes pendant cette période était assez complet. Les récits varient en ce qui concerne la justice et le niveau de violence utilisé; les observateurs des droits humains ont dénoncé les punitions infligées dans les rues à la suite de «procès» ainsi que les amputations. En fait, le chef d'AQMI, Abdelmalek Droukdel, a réprimandé les dirigeants locaux pour la rapidité extrême dans laquelle ils ont imposé la Sharia sans prendre en considération l'évolution progressive nécessaire dans un tel environnement sans religion. Droukdel les a mis en garde contre une réaction locale brutale s'ils continuaient à imposer aussi imprudemment ces nouvelles procédures judiciaires.

On ne sait pas si le dirigeant local des extrémistes, Mokhtar Belmokhtar, ait suivi le conseil de Droukdel, mais de nombreuses sources ont remarqué d'alors une gouvernance judiciaire beaucoup moins dure. Un responsable international à l'époque a déclaré qu'ils voulaient se présenter comme des bonnes personnes et des informateurs, mais pas comme des civils. Les groupes armés non étatiques s'appuient principalement sur les formes de justice locales traditionnelles, connues sous le nom de Kadi, et ont même accru leur rôle dans la gouvernance judiciaire.

Les officiels internationaux remarquent que les Kadis étaient auparavant limités aux affaires civiles et familiales, mais les organisations extrémistes violentes les ont rendus également responsables des affaires pénales. "Ils ont bien fait: c'était efficace et les gens étaient satisfaits " a déclaré un responsable local. On se souvient de ce système comme étant plus efficace que le système d'État corrompu et lent. Les organisations extrémistes violentes se sont ainsi engagées dans des pratiques de gouvernance judiciaire formelles et informelles qui, à ce jour, sont reconnues comme étant largement efficaces.

Les groupes armés non étatiques (d'abord les Touaregs et puis les organisations extrémistes violentes) ont assumé "le pouvoir royal" - les pouvoirs de l'État - dans le nord du Mali pendant cette période. Ils s'occupaient des questions administratives et de la distribution des biens et de l'aide. Ces groupes ont distribué gratuitement de l'électricité et de l'eau, ainsi que tous les biens disponibles dans les dépôts du gouvernement. "Ils l'ont fait tous les mois. La population n'avait rien à voir avec le marché ". Un responsable local a déclaré que toutes les formes de fiscalité avaient été réduites et que même le prix de l'essence avait été réduit de 30% pendant leur règne. "Au cours du bref inter regum, beaucoup des habitants de Tombouctou ont apprécié le contrôle exercé par AQMI et Ansar Dine sur la ville et ses environs, ces derniers fournissaient des services qui

manquaient auparavant." Ces groupes ont aussi renforcé leur réputation en permettant aux organisations humanitaires l'accès au territoire sous leur protection.

La gouvernance administrative fut assumée dans le Nord par l'intermédiaire du puissant chef de fraction local. Plutôt que contester le pouvoir des chefs locaux, les organisations extrémistes violentes renforçaient leur autorité et légitimité. Un responsable international a déclaré "Toute autorité doit régner avec les chefs locaux, si vous n'avez pas leur bénédiction, vous aurez des problèmes". Ceci souligne la stratégie d'intégration des extrémistes au Sahel qui dépend sur une bonne lecture du contexte local; au lieu d'imposer une gouvernance externe et des actes d'extorsion vers la population (en imposant des taxes arbitraires), les organisations extrémistes violentes ont gouverné à travers les chefs locaux et se sont engagés dans la distribution des biens. Droukdel a clairement mentionné cette stratégie dans ses lettres au dirigeant local Belmokhtar: "Nous ne devons pas monopoliser la scène politique et militaire. Nous devrions être à l'avant-garde ... c'est mieux rester silencieux et feindre d'être un mouvement national qui a ses propres motivations et préoccupations. Vous n'avez aucune raison de démontrer que nous avons un projet expansionniste, djihadiste, ou autre."

Les groupes armés non étatiques, en particulier les organisations extrémistes violentes, gèrent les relations sociales ainsi que les projets d'éducation et les groupes liés à Al-Qaïda dans le nord du Mali ne font pas exception. Par conséquent, toutes les formes de plaisir fussent interdites. Il est intéressant savoir que les plus hauts dirigeants d'AQMI ont exprimé leur opposition à l'imposition de telles règles sociales. En effet, Droukdel a reproché Belmokhtar " Vous avez empêché les femmes de sortir et vous avez empêché les enfants de jouer ... Vos responsables doivent se contrôler ".

Pendant cette période, Les organisations extrémistes violentes ont établi une alliance avec des Marabouts locaux (enseignants musulmans en Afrique de l'Ouest) pour imposer une nouvelle version de l'Islam. Les écoles publiques, vues comme des écoles «françaises - coloniales» qui enseignaient un mode de vie occidental, ont été fermées et en revanche des écoles coraniques ont été créées et fussent gérées par les Marabouts. Les écoles coraniques ont gagné du terrain au cours de cette période et le gouvernement Malien a du créer une commission pour l'intégration des écoles coraniques dans le système éducatif Malien en juillet 2013.

Ainsi, les groupes armés non étatiques ont été impliqués dans toutes les formes de gouvernance informelle au cours de la période 2012-2013. Cette transition eu lieu avec le moins violence possible ; une gouvernance coercitive durant la prise de contrôle qui s'est transformée ensuite en une gouvernance fondée sur la surveillance et même la participation. Les groupes armés non étatiques ont bénéficié d'une structure préexistante d'importance culturelle mais dépourvue de pouvoir réel et l'ont transformée en responsabilisant et renforçant le pouvoir de ces chefs locaux.



## II. POST-2013: LE «RETOUR» DE L'ÉTAT ET LA GOUVERNANCE INFORMELLE DES GROUPES ARMÉS NON ÉTATIQUES

Afin de tirer les leçons de l'expérience du nord du Mali en 2012-2013, il est essentiel examiner les réactions des États et de la communauté internationale après l'éviction des groupes armés non étatiques. En effet, les réponses de l'État ont renforcé la thèse selon laquelle la région était "bien gérée" par ces groupes armés non étatiques.

L'État Malien, soutenu par la communauté internationale, a largement ignoré et rejeté les pratiques de gouvernance informelle adoptées par les groupes armés non étatiques et ont préconisé l'établissement d'une gouvernance formelle sur l'ensemble du territoire. L'État a plaidé officiellement en faveur du rétablissement d'un système judiciaire formel, la réouverture des écoles publiques et le déploiement d'administrateurs (préfets, sous-préfets et maires) et de forces de sécurité (d'abord les forces armées, puis la police).

Cependant, jusqu'à présent, l'État n'a pas réussi à garantir une telle gouvernance au-delà des villes principales et, dans le cas de Kidal, même dans une grande ville. Une grande région du nord du Mali reste entre les mains de divers groupes armés, certains alliés au gouvernement, certains neutres, certains terroristes internationaux (JNIM). Kidal est entièrement contrôlée par la CMA (Coordination des mouvements Azawad) et n'a pas vraiment assistée à un retour de l'état. En 2013, le groupe armé au pouvoir (le Mouvement National pour La Libération de l'Azawad (MNLA)) a cédé les bâtiments du gouverneur, de l'état et de la radio aux officiels étatiques durant une cérémonie symbolique. Ceci n'a pas été suivi d'un véritable déploiement de la gouvernance. À ce jour, un responsable international décrit le gouverneur comme «un otage chez lui sans aucune sécurité ni autorité».

En termes de sécurité, divers groupes armés patrouillent les zones et mettent en place des postes de contrôle sur les principales voies d'approvisionnement. Dans la région de Tombouctou, un responsable local a signalé 46 postes de contrôle digérés par les groupes armés non étatiques, qui contrôlent également un passage à la frontière (au moins) en Algérie. Certains groupes armés ont leur propre carte d'identité, qui, selon eux, est plus reconnue aux postes de contrôle. Les groupes armés garantissent la sécurité de certains acteurs humanitaires, acquérant ainsi un consensus additionnel au sein de la population. Ils assurent aussi la sécurité du personnel médical (même le personnel médical d'État) qui se rend dans certaines régions en cas d'épidémies. Les organisations extrémistes violentes ont réussi à démanteler les postes de contrôle d'autres groupes armés qui extorquaient de l'argent aux civils, renforçant ainsi leur image de sauveurs plutôt que d'exploiteurs.

Ils continuent également à fournir certains degrés de justice. Trois centres de détention ont été identifiés, gérés par les groupes armés non étatiques dans le nord du Mali, un d'eux fut fermé et le plus important détient que huit prisonniers. En termes de procédures judiciaires, même des acteurs accusés d'appartenir à des organisations terroristes sont revenus pour exécuter des jugements, notamment Houka Houka, connu pour ses peines particulièrement sévères lors de l'occupation du

nord du Mali en 2012-2013. Des écoles coraniques continuent à être établies même si le lien avec les groupes armés non étatiques n'est pas bien clair. La gouvernance des groupes armés non étatiques se poursuit donc sous diverses formes dans le nord du Mali, après plus de six ans de l'éviction d'AQMI et de ses alliés.

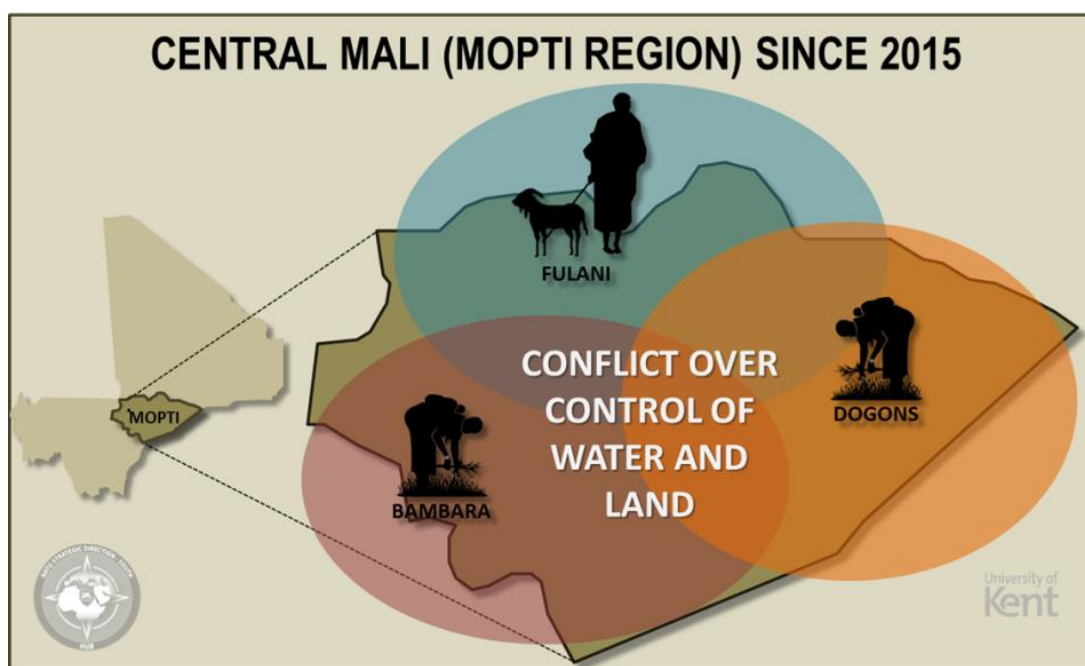
## CENTRE DU MALI DEPUIS 2015

La deuxième étude porte sur le centre du Mali et plus particulièrement sur la région de Mopti. Comme dans le nord, des facteurs tels que la mauvaise gouvernance ont favorisé l'arrivée de ces groupes. Cependant, contrairement au nord, le centre a été le théâtre de conflits dus à la distribution des ressources naturelles. Le changement climatique, la croissance démographique et la nouvelle répartition de la population ont entraîné des conflits entre les agriculteurs et les éleveurs, qui se battent pour l'utilisation des mêmes terres. Sans réduire le tout à un conflit ethnique, les analystes ont indiqué l'importante rivalité entre les pasteurs (Fulani) et les populations sédentaires (Dogons et Bambaras). Ainsi, à Mopti, le conflit a une dimension plus communautaire, dans laquelle les individus s'organisent selon une identité commune qui inclut l'appartenance ethnique.

Ce ne sont cependant pas tant les rivalités sur les ressources naturelles en tant que telles, mais l'échec des systèmes de résolution des conflits qui transforment de simples tensions en conflits communautaires. Un double système de résolution des conflits, local/traditionnel et basé à Bamako, offre à la partie vaincue la possibilité d'échapper à sa résolution finale en naviguant entre les deux systèmes. Le manque de force judiciaire traditionnelle avait obligé les riches (capables de supporter les coûts de la justice formelle) à demander réparation devant la justice. «La justice formelle ne dit la vérité que lorsqu'on paye» ou «Le pouvoir judiciaire équivaut à un pouvoir économique équivaut à la corruption». Par conséquent, les nombreux conflits sur les ressources naturelles restent non résolus. L'impunité et le sentiment d'injustice qui en résulte renforcent la conviction du public que chaque communauté doit prendre soin de soi-même.

Cette région était bien loin du radar des efforts internationaux de lutte contre le terrorisme, bien qu'il soit maintenant clair que les préoccupations de sécurité du centre sont aussi urgentes que celles du nord. Les principaux groupes ethniques du Pays Dogon - les Fulani et les Dogon - se sont affrontés violemment pendant des années. La tension monta lorsque les Dogon accusèrent les Fulani de soutenir des mouvements radicaux, et les Fulani s'y opposèrent en accusant les Dogon de collusion avec les forces de sécurité pour opprimer la communauté pastorale, entraînant un fort déplacement interne. La région de Mopti accueille désormais la grande majorité (70%) des personnes déplacées au Mali. Des responsables internationaux ont mis en garde sur un possible impact dans les pays et les zones voisins. Toutefois, en août 2019, des groupes armés liés aux deux communautés ont signé un cessez-le-feu et ont promis de rétablir la liberté de circulation dans la région. À cela s'ajoute la présence des organisations extrémistes violentes dans la région. La principale organisation extrémiste dans la région de Mopti depuis 2015 est la Macina Liberation

Front (FLM) de Katiba Macina, qui a rejoint JNIM en mars 2017. Son fondateur, le prédicateur radical Amadou Koufa, qui s'est rendu au Moyen-Orient et en Afghanistan, a profité du sentiment de discrimination et d'injustice des communautés Fulani pour réclamer l'ancienne grandeur de leur communauté. Le mouvement a souligné ses racines nationales et minimisé ses liens avec les groupes djihadistes mondiaux, conformément à la stratégie de Droukdel. Ainsi, tout en s'appropriant des griefs des Fulanis, les Katiba Macina ont proposé des solutions alternatives dans les régions qui souffraient de l'absence de l'état ou de la mauvaise gouvernance. Ils ont commencé ainsi à mettre en place des services sociaux (la justice, la sécurité, l'économie et l'éducation), tout en appliquant les principes religieux sociaux et judiciaires.



Il existe autres groupes armés dans la région à part Katiba Macina, notamment la milice d'autodéfense Dan Na Ambassagou. Ce groupe, créé en 2016 pour la communauté Dogon, regroupe des membres très efficaces avec un camp d'entraînement pour les combattants formés d'anciens soldats. Ils partagent le territoire de la région de Mopti avec d'autres groupes de «chasseurs» locaux, appelés Dozo. Ces groupes armés djihadistes et locaux occupent plus ou moins les mêmes territoires et leurs zones d'influence se chevauchent.

Les groupes armés non étatiques se présentent comme les protecteurs des communautés locales dans les zones où l'État est absent ou où l'état a harcelé la population. Katiba Macina, par exemple, soutient de protéger la communauté Fulani. En effet, même lorsqu'ils attaquent des soldats ou d'autres groupes armés, les organisations extrémistes violentes affirment qu'elles luttent pour protéger ou venger les Fulani. En mars de cette année, les extrémistes ont annoncé qu'une attaque contre une base militaire à Dioura à Mopti constituait «une vengeance pour les crimes commis contre les Fulani et une réponse aux crimes odieux des forces de sécurité et des milices progouvernementales».

Le groupe Dan Na Ambassagou aurait plusieurs centaines de combattants à sa disposition pour défendre l'intégrité territoriale du pays Dogon contre ses ennemis. «Notre mission n'est pas de maintenir une guerre ethnique, mais de sécuriser tout le pays Dogon, où l'état est presque inexistant dans certaines régions et sans sous-préfets, administration ni armée». Le 2 septembre 2019, Un groupe local appelé le mouvement Severe - Gao Fondaa a déclaré qu'il fallait deux semaines désormais pour se rendre dans le nord du pays, tandis que le banditisme, les agressions sexuelles et autres attaques armées se multipliaient. Un habitant de Mopti a récemment déclaré que la milice représentait la seule forme de sécurité pour de nombreux villages Dogon.

Bien que les institutions judiciaires officielles aient joué un rôle marginal dans le règlement des litiges avant l'arrivée des organisations extrémistes violentes, ces derniers ont explicitement interdit à la population d'y avoir recours. Très souvent, ils ont forcé les autorités traditionnelles à mettre en œuvre leurs décisions ou se sont substitués à ces autorités, en se basant sur leur stricte interprétation de la Sharia. Quiconque enfreint leurs règlements est sanctionné selon cette interprétation. Certains rapports indiquent que les organisations extrémistes violentes ont exécuté des criminels et ont puni des responsables corrompus, tandis que d'autres affirment qu'ils se livraient à des flagellations publiques. Toutefois, selon les responsables sur le terrain, la gouvernance judiciaire des organisations extrémistes violentes semble bénéficier du soutien d'une partie de la population et semble participer également au règlement des différends. Dans l'ensemble, les exécutions semblent être limitées aux représentants de l'état, notamment aux chefs de village, aux imams, aux maires et aux administrateurs, pour leur prétendue collaboration avec les forces de sécurité.

Les organisations extrémistes violentes ne sont pas les seules à être impliquées dans les pratiques judiciaires. Le groupe Dan Na Ambassagou assure une gouvernance judiciaire similaire dans sa zone d'influence. Un responsable local à Mopti a rapporté que les malfaiteurs sont portés devant le groupe Dan Na Ambassagou pour être punis. Les peines infligées vont des amendes aux réprimandes à la détention. «Vous êtes maintenu en détention tant que vous n'avez pas payé l'amende.» Les récidivistes reçoivent des punitions corporelles, ou la peine de mort, tandis que les accusés de trahison sont exécutés.

Le centre du Mali reste une des régions les plus pauvres du Mali. Dans ce contexte, Katiba Macina a clairement offert une alternative à la pauvreté, en offrant de l'argent ou des biens à leurs recrues. Il est courant qu'ils recrutent des jeunes en leur donnant des motos et des téléphones et pour qu'ils puissent espionner les communautés et relayer des informations.

Le Katiba Macina a institué un nouvel impôt ou « Zakat » indiquant que chaque producteur doit verser un pourcentage de sa richesse si elle dépasse un minimum établi. «Bien que les taxes soient une forme de gouvernance, la Zakat est présentée comme un moyen de niveler les différences socioéconomiques entre les groupes à Mopti en redistribuant les biens». Katiba Macina participe aussi à la redistribution des accès aux ressources naturelles. Les zones de pâturage et les zones agricoles sont plus clairement délimitées, les frais perçus par les propriétaires terriens pour l'accès au bourgou (zones de pâturage) sont annulés et la migration du bétail saisonnier a été facilitée à travers l'organisation des voies de migration spécifiques.

Les groupes armés sont entrés dans tous les aspects de la vie communautaire et ont placé des membres de leur propre groupe dans les organes administratifs. «Katiba Macina vise systématiquement les symboles de l'état; au moins trois chefs de village ou maires ont été assassinés à Mopti début 2017, des mairies ou des bureaux de douane ont été attaqués, des militaires, des policiers et des juges ont également été ciblés». Bien que les discours de Katiba Macina soient strictement anti-occidentaux, le groupe a autorisé les organisations humanitaires à opérer dans leur région tant qu'elles respectent leurs conditions. Ce faisant, le groupe Katiba Macina démontre à la population qu'il se soucie de son bien-être. Très souvent, les services fournis par les organisations humanitaires ne peuvent pas être fournis que par le groupe armé (en particulier dans le cas des soins médicaux).

En juillet 2019, 65 % des écoles fermées dans le pays se trouvaient au centre du Mali (environ 600 écoles), presque un tiers de toutes les écoles de Mopti selon UNICEF. Résultat de la violence et la présence des groupes armés. Toutefois, la sécurité n'est pas toujours la raison de la fermeture des écoles; les écoles publiques sont vues par les groupes armés comme des instituts qui dispensent d'une « éducation occidentale » (Institute for security studies, 2017). Néanmoins, un quart des écoles fermées à Mopti ont rouvert récemment.

Pour compenser l'absence d'écoles publiques, des écoles coraniques fussent installées. Ces écoles ont été plus accessibles grâce à leur grand nombre et leur répartition géographique. Par conséquent, les écoles étaient mieux adaptées aux besoins d'une population pastorale et de sa mode de vie nomade. Dans la région de Mopti, les enfants alternent d'un enseignant coranique à un autre périodiquement.

Selon les nombreuses organisations internationales sur le terrain, l'imposition des normes et des règles sociales strictes est devenue un aspect important de la gouvernance des groupes armés non étatiques au Mali central. Les femmes et les enfants furent les plus affectés de ces règles normatives de la stricte loi Sharia. Et une longue liste d'interdictions s'est imposée: Les femmes n'étaient plus autorisées à travailler, ni à vendre leurs marchandises sur le marché, ni à chercher du bois pour le chauffage, ni à faire la lessive ou se baigner dans la rivière. Des restrictions de voyage ont été aussi imposées aux femmes avec des codes vestimentaires très stricts. Les hommes et les enfants ne pouvaient plus jouer au football, ni boire de l'alcool ni fumer des cigarettes. La musique était prohibée en public et les célébrations devaient être modestes. La célébration des mariages et des baptêmes fut strictement interdite.

Les responsables internationaux ont confirmé que, même si les mariages ont toujours été utilisés pour établir des liens à long terme entre les familles (en particulier au niveau des chefs de clans), les mariages mixtes avec les "étrangers" des groupes armés étaient vus comme une forme de gratitude. Ces mariages étaient pratiqués à tous les niveaux de clan.

L'absence et l'inefficacité de l'État a créé un terrain fertile pour la gouvernance informelle d'une variété de groupes armés non étatiques dans le centre du Mali. L'insécurité et le manque des entités judiciaires ont provoqué la présence croissante des groupes armés non étatiques dans la vie des citoyens du centre du Mali, en leur donnant un point de départ pour se développer dans l'administration politique, économique et sociale. Néanmoins, dans le centre du Mali, la

gouvernance des groupes armés non étatiques fut moins structurée que celle dans le Nord avec une variété de groupes ayant des objectifs bien différents (Katiba Macina, Dan Na Ambassagou...). Il faut comprendre les défis une gouvernance aussi informelle et diffuse pose aux États et aux acteurs internationaux, et si on doit s'attendre à ce type de gouvernance informelle à l'avenir.

## 4. CONCLUSIONS

La gouvernance informelle des groupes armés non étatiques est un défi pour le Sahel. Il est donc essentiel que les décideurs nationaux et internationaux prennent conscience de la pertinence et de la complexité de ce phénomène. Des recherches reposant sur des données primaires et des entretiens sont fondamentales pour améliorer la compréhension internationale d'un phénomène qui affecte la vie de millions à travers le Mali, le Burkina Faso et le Niger et qui pourrait s'étendre à l'ensemble de la région. Les exemples de gouvernance des groupes armés non étatiques, comme dans le nord du Mali en 2012, ne sont pas des phénomènes uniques, et les acteurs locaux et internationaux avertissent la possibilité de nouvelles prises de contrôle de vastes zones géographiques à l'avenir. La forte propagande des organisations extrêmes violentes est bien diffusée; il faut déterminer si ces récits reflètent réellement la vérité sur le terrain.

Savoir réagir à la gouvernance informelle des groupes armés non étatiques est d'une importance capitale. Ceci ne concerne pas seulement les administrations locales et nationales, mais aussi les nombreux acteurs politiques et militaires régionaux et internationaux présents dans la région. Ce projet de recherche et les commentaires reçus de nombreuses organisations régionales et internationales ont abouti à trois recommandations principales pour affronter ces groupes armés non étatiques.

Toute analyse des groupes armés non étatiques au Sahel doit aller plus en profondeur sur la question et reconnaître que la gouvernance informelle est la conséquence de conflits de longue date sur la légitimité et les structures de gouvernance étatique de la région. Une bonne compréhension exige que chaque réponse soit profondément contextualisée; la gouvernance informelle des groupes armés non étatiques mise en œuvre par une organisation criminelle ne peut être traitée de la même manière qu'une gouvernance mise en œuvre par une organisation extrême violente ou par une milice d'autodéfense. Le contexte historique des zones dans lesquelles la gouvernance a lieu est essentiel pour comprendre pourquoi certains groupes - fondés par exemple sur des divisions ethniques - peuvent être considérés comme plus légitimes dans leurs tentatives de gouverner les populations que d'autres. Une telle compréhension nécessite une surveillance constante des formes de gouvernance informelle (la sécurité, la justice, l'administration politique et économique, l'assistance et les règles et sociales). Une première recommandation de politique serait donc la mise en place d'un système de surveillance pour évaluer l'évolution et la propagation de la gouvernance informelle des groupes armés non étatiques au Sahel.



La manière de réagir à une gouvernance informelle dépend énormément sur sa légitimité et sa capacité de gouverner des vastes zones peuplées de groupes avec des visions politiques différentes. Le défi est de distinguer quelles groupes armés non étatiques peuvent être intégrés dans une gouvernance formelle sanctionnée par l'État. Sur la base de cette recherche, trois réponses politiques potentielles sont identifiées :

- 1. Démantèlement:** La stratégie actuelle des États, appuyée par les organisations intergouvernementales, visait en grande partie à démanteler les structures de gouvernance informelles des groupes armés non étatiques et à les remplacer par des structures juridiques. Mais les responsables locaux et internationaux ont averti qu'attendre que les états du Sahel s'approprient des zones actuellement gouvernées par les groupes armés non étatiques, est irréaliste; les institutions étatiques souffrent de la corruption et d'un manque de ressources, de la sécurité et du financement. Cette reprise pourrait également entraîner une réaction de la part de la population locale qui considère les groupes armés non étatiques plus légitimes que l'état. Une stratégie de démantèlement nécessite un plan précis, doté de ressources suffisantes, une stratégie qui prend en compte le déficit de légitimité de l'État dans les régions occupés.
- 2. Remplacement:** une deuxième stratégie consiste à accepter les structures de gouvernance informelles en tant que nécessités temporaires qui doivent être progressivement remplacées par des institutions étatiques formelles. Le danger d'une telle stratégie est la suivante: plus les structures informelles durent, plus sont ses chances de gagner de la légitimité auprès des communautés locales et moins les chances des institutions de l'état d'être acceptées par ces communautés. Cela dit, cette stratégie éviterait un vide de gouvernance qui s'est produit auparavant avec l'approche de «démantèlement».
- 3. Intégration:** Une troisième stratégie que les responsables locaux et internationaux ont identifiée comme potentiellement fructueuse est l'intégration des structures de gouvernance informelles dans celles de l'état. Ceci pourrait permettre des formes de gouvernance plus inclusives bénéficiant d'une légitimité supérieure de la part des communautés locales. L'avantage serait d'éviter un vide de gouvernance et de mettre en place des structures de gouvernance hybrides qui respectent soient les traditions locales que les normes internationales des droits humains. La difficulté d'une telle stratégie est comprendre quels groupes armés non étatiques peuvent être intégrés. Les responsables internationaux ont mis en garde contre le danger de légaliser et de légitimer les organisations extrêmes violentes qui ont perpétré des atrocités et autres violations des droits humains et les répercussions d'une telle erreur d'appréciation sur la communauté local victime. Une telle stratégie nécessiterait la distinction des groupes appuyés par les communautés locales et ceux qui s'imposent par la violence.

Toute réaction des acteurs internationaux doit être coordonnée entre les nombreux acteurs nationaux, régionaux et internationaux déjà impliqués dans la région. Chaque acteur doit

apporter sa propre expertise (les organisations régionales, par exemple, désignent l'OTAN comme étant en mesure d'aider les gouvernements nationaux et les organisations régionales à mettre en place des systèmes d'alerte précoce) et doivent coordonner ces interventions pour éviter le dédoublement ou, pire encore, la contradiction.

En conclusion, il est nécessaire que tous les acteurs comprennent et s'engagent avec les groupes armés non étatiques au-delà des simples concepts restreints de « lutte contre le terrorisme ». Toute intervention nécessite une réponse globale qui prend en considération les vastes structures des gouvernances informelles et les pratiques mises en œuvre par ces groupes au Sahel.

## BIBLIOGRAPHIE

1. Krasner, S. and Risse, T. (2014). External Actors, State-Building, and Service Provision in Areas of Limited Statehood: Introduction. *Governance*, [online] 27(4), p.545.
2. Clunan, A. and Trinkunas, H. (2008). "Ungoverned Spaces? Alternatives to State Authority in an Era of Softened Sovereignty". Paper presented at the International Studies Association Annual Convention, San Francisco, [online] p.2. Calhoun.nps.edu. Available at: <https://calhoun.nps.edu/handle/10945/58530> [Accessed 19 Apr. 2019]
3. Arjona, A. (2016). *Rebelocracy: Social Order in the Colombian Civil War*. 1st ed. Cambridge: Cambridge University Press, p.2.
4. Arjona, A. (2009). *Armed Groups' Governance in Civil War: A Synthesis*. [online] p.8. Anamarjona.net. Available at: [http://anamarjona.net/docs/2008%20Arjona.Synthesis\\_rebel\\_governance.pdf](http://anamarjona.net/docs/2008%20Arjona.Synthesis_rebel_governance.pdf) [Accessed 7 Mar. 2019].
5. Ibid., p.9.
6. Mampilly, Z. (2007). *Stationary Bandits: Understanding Rebel Governance*. [Online] p.96. Dissertation, University of California, Los Angeles. Available at: <http://pages.vassar.edu/mampilly/files/2013/11/Mampilly-Dissertation-Final.pdf> [Accessed 17 April 2019], p.96.
7. Arjona, A. (2016), p.9.
8. Mampilly, Z. (2007), p.90.
9. Ibid., p.15-16.
10. Ibid., p.61.
11. Michel, F. (1982). *The Subject and Power*. [online] p.220. The University of Chicago Press. Available at: <https://www.jstor.org/stable/1343197> [Accessed 8 May 2019].
12. Arjona, A. (2009), p.2-3.
13. Mampilly, Z. (2007), p.56.
14. Ibid., p.19.
15. Campana, A. and Ducof, B. (2011). Rethinking Terrorist Safe Havens: Beyond a State-Centric Approach. *Civil Wars*, [online] 13(4), p.402. Available at: <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/13698249.2011.629868?scroll=top&needAccess=true> [Accessed 8 Apr. 2019].
16. Mampilly, Z. (2007)
17. Ibid., p.54.
18. Zahar, Marie-Joelle. 2001. "Protégés, Clients, Cannon Fodder: Civil-Militia Relations in Internal Conflicts." In *Civilians in War*, edited by Simon Chesterman, 43-66. Boulder, CO: Lynne Rienner.
19. Arjona, A. (2016), p.7.
20. Campana, A. and Ducof, B. (2011), p.408.
21. Arjona, A. (2016)
22. Mampilly, Z. (2007)
23. United Nations. Undocs.org. (2019). *Joint Force of the Group of Five for the Sahel. Report of the Secretary-General*. [online] p.9. Available at: <https://undocs.org/S/2019/371> [Accessed 9 Jun. 2019].
24. Ibid., p.11.
25. Desgrais, N., Guichaoua, Y. and Lebovich, A. (2018). *Unity is the exception. Alliance formation and de-formation among armed actors in Northern Mali*. [online] p.660. Taylor & Francis. Available at: <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/09592318.2018.1488403> [Accessed 6 May 2019].
26. Strazzari, F. (2015) "Azawad and the Rights of Passage: The Role of Illicit Trade in the Logic of Armed Group Formation in Northern Mali." NOREF: Norwegian Peacebuilding Resource Centre. Available at:

## Part I - Tunisia Stability drivers' baseline and System Description

- [https://www.clingendael.org/sites/default/files/pdfs/Strazzari\\_NOREF\\_Clingendael\\_Mali\\_Azawad\\_Dec2014.pdf](https://www.clingendael.org/sites/default/files/pdfs/Strazzari_NOREF_Clingendael_Mali_Azawad_Dec2014.pdf)  
(Last Accessed on 16 September 2019). P. 2
27. Africa Center for Strategic Studies. (2019). The Complex and Growing Threat of Militant Islamist Groups in the Sahel – Africa Center for Strategic Studies. [online] Available at: <https://africacenter.org/spotlight/the-complex-and-growing-threat-of-militant-islamist-groups-in-the-sahel/> [Accessed 15 Mar. 2019].
  28. United Nations. Undocs.org. (2019). Joint Force of the Group of Five for the Sahel. Report of the Secretary-General. [online] Available at: <https://undocs.org/S/2019/371> [Accessed 9 Jun. 2019].
  29. International Crisis Group. (2018). Drug Trafficking, Violence and Politics in Northern Mali. [online] Available at: <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/mali/267-narcotrafic-violence-et-politique-au-nord-du-mali> [Accessed 10 May 2019].
  30. The Economist. (2019). *States in the Sahel have unleashed ethnic gangs with guns*. [online] Available at: <https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2019/05/02/states-in-the-sahel-have-unleashed-ethnic-gangs-with-guns> [Accessed 2 May 2019].
  31. Southworld.net. (2016). Burkina Faso. The Koglweogo's rough justice - News & views from emerging countries. [online] Available at: <https://www.southworld.net/burkina-faso-the-koglweogos-rough-justice/> [Accessed 23 Mar. 2019].
  32. Dupuy, R. and Quidelleur, T. (2018). *Self-Defence Movements in Burkina Faso: Diffusion and Structuration of Koglweogo Groups - Noria*. [online] Noria. Available at: <https://www.noria-research.com/self-defence-movements-in-burkina-faso-diffusion-and-structuration-of-koglweogo-groups/> [Accessed 26 Feb. 2019].
  33. Southworld.net. (2016).
  34. Dupuy, R. and Quidelleur, T. (2018)
  35. Strazzari, F. (2015). Crisis Group. (2018)
  36. Freeman, C. (2012). Revealed: how Saharan caravans of cocaine help to fund al-Qaeda in terrorists' North African domain. [online] Telegraph.co.uk. Available at: <https://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/africaandindianocean/mali/9829099/Revealed-how-Saharan-caravans-of-cocaine-help-to-fund-al-Qaeda-in-terrorists-North-African-domain.html> [Accessed 6 Jun. 2019].
  37. Crisis Group. (2018)
  38. Lacher, W. (2012). Organized Crime and Conflict in the Sahel-Sahara Region. [online] Carnegie Endowment for International Peace. Available at: <https://carnegieendowment.org/2012/09/13/organized-crime-and-conflict-in-sahel-sahara-region-pub-49360> [Accessed 20 Sep. 2019]. Strazzari, F. (2015)
  39. Strazzari, F. (2015). ), p.8.
  40. Hahonou, E. (2016). Stabilizing Niger: The Challenges of Bridging Local, National and Global Security Interests. [online] p.7. Pure.diis.dk. Available at: [http://pure.diis.dk/ws/files/669407/DIIS\\_WP\\_2016\\_9.pdf](http://pure.diis.dk/ws/files/669407/DIIS_WP_2016_9.pdf) [Accessed 20 Sep. 2019].
  41. Sounaye, A. (2012). Heirs of the Sheikh Izala and its Appropriation of Usman Dan Fodio in Niger. *Cahiers d'études africaines*, (206-207), pp.427-447.
  42. Hahonou, E. (2015). Niger: Regional Conflict, State Abandonment, and the Rise of Non-State Security Providers. [online] p.40. Files.ethz.ch. Available at: [https://www.files.ethz.ch/isn/189843/diis\\_report\\_01\\_protection\\_and\\_insecurity\\_beyond\\_the\\_state-web.pdf](https://www.files.ethz.ch/isn/189843/diis_report_01_protection_and_insecurity_beyond_the_state-web.pdf) [Accessed 20 Sep. 2019].
  43. Hahonou, E. (2016), p.7.
  44. Hahonou, E. (2015), p.40.
  45. Council on Foreign Relations. (2013). Denying Jihadists Safe Haven in Mali. [online] Available at: <https://www.cfr.org/blog/denying-jihadists-safe-haven-mali> [Accessed 19 Sep. 2019]. Boas, M. (2015) Crime, Coping, and Resistance in the Mali-Sahel Periphery, Bøås, M. (2015). Crime, Coping, and Resistance in the Mali-Sahel Periphery. *African Security*, 8(4), pp.299-319.
  46. Desgrais, N., Guichaoua, Y. and Lebovich, A. (2018), p.660.
  47. Council on Foreign Relations. (2013).
  48. Boas, M. (2015) Crime, Coping, and Resistance in the Mali-Sahel Periphery, Bøås, M. (2015). Crime, Coping, and Resistance in the Mali-Sahel Periphery. *African Security*, 8(4).

## Part I - Tunisia Stability drivers' baseline and System Description

49. Human Rights Watch. (2012). Mali: Islamist Armed Groups Spread Fear in North. [online] Available at: <https://www.hrw.org/news/2012/09/25/mali-islamist-armed-groups-spread-fear-north> [Accessed 19 Sep. 2019]
50. Boas, M. (2015), p.318.
51. OHCHR. (2012). Top UN official condemns amputations, human rights violations in northern Mali. [online] Available at: <https://news.un.org/en/story/2012/09/419792> [Accessed 19 Sep. 2019]. Humans Rights Watch (2012)
52. Callimachi, R. (2013). In Timbuktu, al-Qaida left behind a manifesto. [online] Pulitzer.org. Available at: <https://www.pulitzer.org/files/2014/international-reporting/callimachi/04callimachi2014.pdf> [Accessed 19 Sep. 2019]
53. Sandor, A. (2017). Insecurity, the Breakdown of Social Trust, and Armed Actor Governance in Central and Northern Mali. [online] Dandurand.uqam.ca. Available at: <https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/2017/10/Sandor-english-Report.pdf> [Accessed 20 Sep. 2019]
54. Boas, M. (2015), p. 310.
55. Callimachi, R. (2013)
56. Ibid.
57. Boas, M. (2015), p. 310.
58. Clingendael. (2018). Under the gun: Resource Conflicts and Embattled Traditional Authorities in Central Mali. [online] Available at: <https://www.clingendael.org/pub/2018/under-the-gun/> [Accessed 20 Sep. 2019], p. 24.
59. Clingendael. (2018), p. 22.
60. Clingendael. (2018), p. 25.
61. UNICEF. (2019). Protracted crisis in central Mali impacting all aspects of children's lives. [online] Unicef.org. Available at: <https://www.unicef.org/press-releases/protracted-crisis-central-mali-impacting-all-aspects-childrens-lives> [Accessed 20 Sep. 2019]
62. France 24. (2019). Feuding ethnic groups in Central Mali sign ceasefire accord during PM's visit. [online] Available at: <https://www.france24.com/en/20190806-mali-ceasefire-accord-boubou-cisse-fulani-dogon> [Accessed 11 Jun. 2019]
63. IFRI. (2018). Macina: Mali's second insurgency - Ultima Ratio. [online] Ultima Ratio. Available at: <http://ultimaratio-blog.org/archives/8676> [Accessed 20 Sep. 2019]
64. BBC Monitoring. (2019). BBC Monitoring – Essential Media Insight. [online] Monitoring.bbc.co.uk. Available at: <https://monitoring.bbc.co.uk/product/c200pstp> [Accessed 20 Sep. 2019]
65. Malijet.com. (2019). Malijet Insécurité au pays DOGON : Dana Ambassagou ou la Résistance Bamako Mali. [online] Available at: <https://malijet.com/actualite-politique-au-mali/flash-info/231832-insecurite-au-pays-dogon-dana-ambassagou-ou-la-resistance.html> [Accessed 20 Sep. 2019]
66. Dailybrief.oxan.com. (2019). Mali insecurity disrupts north-south travel. [online] Available at: <https://dailybrief.oxan.com/Analysis/ES246217/Mali-insecurity-disrupts-north-south-travel> [Accessed 20 Sep. 2019]
67. Clingendael. (2018), p. 41.
68. FIDH. (2019). Central Mali: Perpetrators of Ogassagou massacre should be arrested and sentenced to stop the spiral of violence. [online] International Federation for Human Rights. Available at: <https://www.fidh.org/en/region/Africa/mali/central-mali-perpetrators-of-ogassagou-massacre-should-be-arrested> [Accessed 20 Sep. 2019]
69. Clingendael. (2018), p. 35
70. Ibid., p.34.
71. Simon-Skjodt Center. (2018). Regions at Risk: Preventing Mass Atrocities in Mali. [online] Ushmm.org. Available at: [https://www.ushmm.org/m/pdfs/Mali\\_Report\\_English\\_FINAL\\_April\\_2018.pdf](https://www.ushmm.org/m/pdfs/Mali_Report_English_FINAL_April_2018.pdf) [Accessed 20 Sep. 2019], p.10.
72. IFRI. (2018)
73. International Crisis Group. (2019). Speaking to the 'Bad Guys': Toward Dialogue with Central Mali's Jihadists. [online] D2071andvip0wj.cloudfront.net. Available at: [https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/276-speaking-with-the-bad-guys\\_0.pdf](https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/276-speaking-with-the-bad-guys_0.pdf) [Accessed 20 Sep. 2019], p. 20.
74. UNICEF. (2019). Protracted crisis in central Mali impacting all aspects of children's lives
75. UNICEF. (2019)
76. Di Razza, N. (2018). Protecting Civilians in the Context of Violent Extremism: The dilemmas of UN Peacekeeping in Mali. [online] ipinst.org. Available at: [https://www.ipinst.org/wp-content/uploads/2018/10/1810\\_POC-in-the-Context-of-Violent-Extremism.pdf](https://www.ipinst.org/wp-content/uploads/2018/10/1810_POC-in-the-Context-of-Violent-Extremism.pdf) [Accessed 20 Sep. 2019]
77. Di Razza, N. (2018), p. 10